5 Centimes. — N° 115. — 13e ANNEE. — DIMANCHE 9 JANVIER 1916.

Hâtez-vous de « causer »
à Athènes ;
sinon, le canon de Salonique
couvrira bientôt vos voix...

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 39-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Sainte Routine

Que la campagne menée ici contre la bureaucratie française ait déjà donné d'appréciables résultats, c'est un fait aujourd'hui hors de doute. On a pu, non seulement indiquer à l'opinion publique des abus criants, mais on les lui a fait toucher du doigt ; et ceux-là mêmes qui, au début, dénonçaient l'exagération de certaines critiques, ont fini par avouer qu'en fait d'exagération on était resté bien au-dessous des réalités. Ce qui se passe dans les nombreux et vastes domaines de *Sainte Routine* défie en effet l'exagération ! Que ce ne soit pas toujours vraisemblable, j'en conviens ; mais cela n'en est pas moins vrai ; et si quelque sceptique, particulièrement endurci, persiste à objecter que « ça n'est pas croyable », opposez-lui sans hésitation le *Credo quia absurdum*. Eh oui ! Sainte Routine en est là ; et c'est précisément en raison de leur absurdité même qu'il faut croire les récits les plus étranges sur ce qu'elle est capable de faire... et qu'elle fait.

Le sceptique, d'ailleurs, serait plus tôt et plus sûrement convaincu s'il tenait compte d'un élément d'appréciation qui suffit, à lui seul, pour établir et justifier toutes les énormités en face desquelles on peut se trouver subitement placé et qui sont de nature non pas même à troubler mais à confondre les jugements humains... Je veux parler de la mentalité spéciale que crée infailliblement le séjour prolongé « *des bureaux* ». La fonction et le fonctionnaire finissent par se pénétrer si bien, par se si intimement confondre, qu'on peut leur appliquer la formule de l'Ecriture : *Erunt duo in carne una*. Fonctionnaire et fonction ne font plus qu'un, en effet, ; et si l'une est banale, monotone, terre à terre, comment l'autre conserverait-il de nobles aspirations et de généreux élans ? Il se cristallise peu à peu, insensiblement mais sûrement, dans ce milieu de petites idées, de petites jalousies, où se confectionnent des charades, où l'on met sa gloire à deviner les plus invraisemblables rébus. Résultat de cette cristallisation : tout idéal disparaît, et c'est la statistique qui prend sa place.

Oh ! la statistique ! On ne se doute pas, on ne peut pas se douter, quand on n'a pas vu ces choses-là de près, des ravages qu'elle opère dans certains esprits et des phénomènes qu'elle arrive à engendrer. J'ai connu un chef de bureau de l'administration des hospices de Paris, ayant dans ses attributions le service aride et compliqué de la statistique médicale. A force de classer et de dépouiller des fiches, d'établir des catégories, des groupes, des divisions et subdivisions, de calculer des pourcentages et de disserter sur des moyennes, il en était venu à s'offrir des *récréations* de ce genre : il ouvrait au hasard un livre quelconque et commençait à tirer au sort la page sur laquelle il allait opérer, *recto* ou *verso*. Ce premier choix fait, il comptait scrupuleusement combien de fois chaque lettre de l'alphabet se trouvait répétée au cours de la page élue et, ce compte bien et dûment établi, il attribuait des prix aux lettres qui figuraient en tête de liste. La lettre *E*, répétée *x* fois, obtenait le premier prix ; la lettre *L*, le second prix ; il y avait des accessits pour les *M*, les *A*, les *I*. Et quand il avait mené à bonne fin ce travail bizarre et crétinisant, le brave homme estimait n'avoir pas perdu sa journée !

Vous riez ? Tant que vous voudrez ! Le fait n'en est pas moins authentique. Riez donc aussi de cet autre qui, chargé d'un service de comptabilité générale, avait appliqué à son budget personnel, en recettes et en dépenses, tout le mécanisme du budget de l'Assistance publique. Il avait constitué son budget *ordinaire* avec son traitement et ses petits revenus ; sa gratification de fin d'année, parce qu'elle était aléatoire, devenait budget *extraordinaire*. Il allouait à chaque nature de dépenses un crédit de *x* par chapitre : pain, vin, viande, coucher, linge, habillement, etc., etc. S'il y avait insuffisance sur un crédit, il se votait un prélèvement sur son budget extraordinaire, ou il procédait à un virement ! En fait, il retrouvait dans son humble ménage le reflet de sa vie administrative. C'en était assez pour son bonheur.

C'est celui-là qui, passant quelques jours de congé à la campagne, écrivait à l'un de ses collègues : « Depuis que je suis à vingt lieues *d'ici !...* »

Ici, c'était son bureau, c'était ses cartons, ses paperasses, sa chère comptabilité. Ici, c'était la vie du fonctionnaire confondue avec la fonction.

Dès lors, ne nous étonnons plus trop de ce que paraissent avoir d'étrange et d'inexplicable les phénomènes sur lesquels l'attention publique a été appelée et voyons s'il ne faudrait pas d'abord incriminer la mentalité que l'administration, que le bureau, que la fonction même font au fonctionnaire sans qu'il s'en aperçoive, sans qu'il puisse s'en douter, simplement par pénétration continue.

Esprit de routine, dites-vous, détestable esprit ! D'accord. Mais l'administration, précisément, n'en connaît pas d'autre. Elle se défie de tout ce qui est nouveau. Elle se tient en garde contre tout changement et le mot *Progrès* ne lui dit rien qui vaille. Le progrès, c'est la tradition rompue, c'est la ruine du « précédent ». On ne sait plus où l'on en est, ni où l'on va. On est perdu. Abomination de la désolation !

Tandis qu'en suivant les chemins battus, en ne sortant pas de l'ornière que les années succédant aux années ont profondément creusée, on ne risque pas de s'égarer ; on est toujours assuré de pouvoir se raccrocher à quelques bons précédents.

Routine, oui ! Routine, c'est entendu ! Mais bienheureuse routine qui met à l'abri de toutes responsabilités et vous défend contre toutes innovations ; routine, grâce à laquelle le fonctionnaire fait le lendemain ce qu'il a fait la veille, aux mêmes heures, dans le même temps, à la même place, comme le cheval de cirque fait chaque soir les mêmes tours de manège.

Sainte Routine, quoi !

A. Cortilliot

LES CONSULS DE SALONIQUE
arrivent à Toulon

Toulon, 8 janvier. — Le bâtiment de guerre à bord duquel ont été internés les consuls des puissances ennemies arrêtés à Salonique, sur l'ordre du général Sarrail, vient d'arriver à Toulon.

Les consuls et le personnel des consulats sont maintenus provisoirement à la disposition des autorités.

Autres arrestations en Grèce

De nouvelles et importantes arrestations sont annoncées par la dépêche suivante datée d'Athènes, 8 janvier :

« On mande de Mytilène que des détachements alliés ont procédé à l'arrestation du vice-consul d'Allemagne, M. Courtgis, sujet hellène, et de son fils, drogman du consulat.

« L'agent consulaire d'Autriche-Hongrie, M. Bartzili ; un notable ottoman, Omer effendi ; un Grec, nommé Vardopoulos ; un commissionnaire allemand du nom d'Hatfner, et quelque autres individus suspects, ont également été arrêtés.

« Tous ont été conduits à bord d'un navire allié. »

Vers Port-Arthur...

Cilicie, Syrie et Palestine, cette « France du Levant », que l'on promet à notre occupation militaire et aux placements de nos finances, aura huit cents, neuf cents, douze cents kilomètres d'un rivage qui n'offre pas un abri aux navires de commerce, pas un refuge à la moindre flotte de guerre. Le commerce antique, qui échouait ses bateaux sur ces grèves, a pu y installer ses grandes places de Tyr et de Sidon. Les trirèmes gréco-romaines et les galères des temps récents, qui s'ancraient dans le moindre fleuve, y ont eu leurs stations de guet ou de radoub. Mais au XIXe siècle déjà, pour les petits vapeurs côtiers et les caboteurs, il avait fallu creuser à Beyrouth le plus artificiel des ports, où deux de nos vapeurs actuels ne sauraient plus tourner sans risque.

Quand nous aurons à garder notre héritage du Levant, il faudra, sur la plus inhospitalière des côtes, fabriquer de toutes pièces un Bizerte ou un Port-Arthur.

La nature avait tout préparé à Bizerte pour un grand arsenal, et Bizerte était juste en face de Toulon, à deux journées à peine de notre sol métropolitain. C'est vraiment un Port-Arthur que nous devrons avoir au fond de cette Méditerranée levantine, et de la force de ce Port-Arthur dépendra toute la sécurité de nos placements là-bas.

Pour le service de leur « Bagdad », les Allemands avaient projeté de créer un port commercial à Alexandrette : ils estimaient la dépense première à deux cent millions de marks. Comme nous sommes de bien meilleurs organisateurs que les Allemands et comme nous aurons besoin d'un port militaire à côté du port commercial, c'est un demi-milliard pour le moins que nous aurons à donner pour les frais de premier établissement. Un demi-milliard, par le temps qui court, est peu de chose.

XXX

Les Grecs de Paris

La portion de la presse d'Athènes qui préfère les arguments du baron de Schenk à ceux de M. Venizelos tourne en dérision le congrès courageux que tiennent aujourd'hui à Paris les Hellènes vivant à l'étranger :

— Appartient-il à des expatriés de juger la politique de la patrie ?

Les Grecs réunis au congrès de Paris ont le tort grave de ne pas avoir consacré leur vie à politiquailler dans les petits cafés d'Athènes. Ils habitent la France, l'Angleterre, l'Egypte, les Etats-Unis.. Ce sont des déracinés. Leur excuse est que la terre rocheuse de l'Hellade natale n'était pas extrêmement nourrissante. L'Attique harmonieuse élève des cigales, Corinthe produit de petits raisins secs, et les îles fauves dressées sur la mer violette montrent quelques chèvres errant sous de pâles oliviers. Mais on y voit peu de millionnaires. Les seuls qui vivent à Athènes ont d'abord été obligés d'aller gagner leurs millions à l'étranger. Les Athéniens d'aujourd'hui sont vraiment bien sévères pour ces compatriotes nés en des temps moins heureux, où l'ambassade d'Allemagne n'avait pas encore ramené l'âge d'or dans les pays neutres.

Cet âge d'or est, d'ailleurs, en Grèce du plaqué très mince, comme tous les articles boches. Et la fortune des expatriés continuera à représenter pour la mère-patrie le plus solide de ses revenus. C'est ce qui donne au congrès de Paris son importance. Les vœux qui y seront exprimés posséderont une éloquence persuasive. Si Athènes fait figure de capitale moderne, elle doit ses rues bordées de palais au patriotisme nullement effacé, extraordinairement tenace au contraire, de ceux de ses enfants qui revinrent comme des abeilles reviennent à la ruche natale, lourdes d'un miel pompé sous d'autres cieux.

Les Grecs millionnaires de l'étranger, bons pour payer, et bons pour bâtir, sont bons aussi pour faire entendre leur voix au conseil où se décident les destins de la patrie. Ils sont mieux placés que d'autres pour évaluer la puissance respective des capitales européennes, et comparer l'appui de Londres et de Paris, à celui de Berlin et de Vienne.

Eux non plus n'oublient pas les 500,000 Grecs de Constantinople, les trois millions de Grecs d'Asie Mineure, et connaissent mieux que n'importe qui le péril que ferait courir à l'hellénisme une puissance de rite grec installée sur le Bosphore, dans cet Orient où le sentiment de patrie ne se maintient qu'à l'abri de l'individualisme religieux. S'ils disent à leurs compatriotes que la Grèce peut à présent marcher avec la Russie, de quel droit suspecter leur clairvoyance ?

— Tu as un bœuf sur la langue ! disaient plaisamment les contemporains de Démosthène à certains orateurs balourds qui avaient reçu du Macédonien le prix de leur conviction, parce que la monnaie de ce temps-là était une pièce d'or gravée d'un bœuf.

Les mêmes orateurs ont tout naturellement la langue plus déliée pour l'injure aujourd'hui que le bœuf est en papier.

Maurice de Waleffe

Les mauvais Samaritains

LA VIE EST CHÈRE !

M. Cognacq est décidément en passe de devenir célèbre. Il y a quelques jours notre confrère, le *Journal Officiel*, lui consacrait un long et substantiel article ; aujourd'hui, c'est le tour de la *Gazette des Tribunaux*.

Le directeur de la Samaritaine possède, à Rueil, une propriété dans laquelle il a fondé une maison de retraite et une pouponnière pour le personnel de son magasin. Depuis la guerre une partie de l'installation a été transformée en ambulance pour les soldats blessés : c'est l'hôpital auxiliaire 135.

Mais l'entretien d'un hôpital, même sans beaucoup de blessés, coûte cher lorsque la guerre est longue et qu'on a comme M. Cognacq des ressources plus que modestes, six cents millions à peine, à en croire certains de ses administrateurs. Et, puis, il faut toujours se montrer économe ; c'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons. Voici les faits :

Il y a environ six semaines, une automobile sanitaire, spécialement affectée au service de l'hôpital, attira l'attention des employés de l'octroi de Rueil. La croix de Genève et le nom de M. Cognacq ne leur paraissant pas une garantie suffisante de sécurité, ils se permirent de regarder ce que la voiture contenait. Cette indiscrétion leur permit de constater la présence d'une trentaine de kilos de viande pour lesquels, naturellement, aucune déclaration n'avait été faite.

Procès-verbal fut dressé au conducteur pour fraude, ce qui était fort juste. Le maire de Rueil tenta bien d'intervenir au nom de la municipalité et proposa une transaction, afin d'éviter à son administré une promenade en correctionnelle. Mais M. Cognacq, qui connaît la valeur de l'argent, trouva que la somme demandée était bien considérable (il s'agissait de 200 francs). Il marchanda et offrit enfin... 25 francs.

Cette munificence n'a pas paru suffisante et c'est pourquoi le patron de la Samaritaine était appelé, hier, devant le tribunal correctionnel de Versailles. L'affaire a été renvoyée à huitaine.

CONTRE LA DISPERSION
DES EFFORTS

Les journaux anglais ont publié le rapport du général Hamilton qui commanda en chef aux Dardanelles.

Ce rapport éclaire d'une façon lumineuse l'échec de l'expédition.

« Au 16 août 1915, écrit le général, les divisions anglaises sous mes ordres ne comptaient pas plus de 45,000 hommes et mes meilleurs bataillons avaient fondu, au point que je me vis obligé de les retirer du front. Il fallait combler nos vides au plus vite ; 50.000 hommes de plus étaient nécessaires. D'après ce que je savais de la situation des Turcs, tant au point de vue local que général, il me semblait, avec une certitude presque complète, que, si j'étais aidé à temps, je pourrais encore ouvrir à notre flotte le chemin de Constantinople.

« On peut juger de mon désappointement lorsque j'appris que l'on ne pouvait m'envoyer ni transports, ni renforts, ni munitions... »

C'est donc parce que les moyens employés furent insuffisants, et non parce que l'entreprise n'était pas réalisable, que celle-ci ne réussit point.

Cependant la leçon n'a pas servi. C'est faute de moyens que les Alliés ne purent dépasser la Tserna pour se joindre à l'armée serbe et la sauver du désastre.

C'est parce que derrière les troupes qui ont enlevé la première ligne allemande en Champagne, au mois de septembre dernier, ne se trouvaient pas d'autres troupes fraîches, susceptibles de poursuivre immédiatement contre la deuxième ligne l'effort réussi contre la précédente, que le succès resta stérile.

Pouvait-on dans chacun de ces cas, réunir des effectifs plus considérables ? Il est imprudent de se prononcer avant de posséder à ce sujet une documentation historique complète. Jusque-là, on admettra, comme sir Hamilton, l'existence de « motifs qui ôtaient toute possibilité d'insister ». Mais alors, peut-être eût-il mieux valu ne pas commencer.

Entreprendre peu de choses à la fois ; quand on a commencé, finir ; pour cela, employer toutes ses forces et tous ses moyens : tels sont les principes que la stratégie enseignait autrefois.

On les a oubliés. Les propos dithyrambiques par lesquels on exalte la valeur des défenses qui s'élèvent à Salonique semblent vouloir les faire oublier encore.

Avons-nous des canons et des fusils en nombre suffisant pour garnir ces tranchées ? Toute la question est là. On a envoyé un agent de liaison (nouveau style) juger la situation. Admettons qu'en quatre jours celui-ci ait pu mieux se rendre compte des choses que celui qui y est depuis quatre mois. En tout cas, s'il a estimé des renforts nécessaires, n'hésitons pas à les envoyer.

Puisqu'on a convenu de la nécessité de conserver Salonique à la Grèce — nécessité que je ne discute pas, je ne suis pas compétent — qu'on fasse ce qu'il faut, tout ce qu'il faut, pour cela.

Mais après, qu'on arrête le gaspillage et la dispersion des efforts où nos ennemis cherchent à nous entraîner. Qu'on réserve ses forces pour les grands fronts de bataille, où seulement peut se produire ce que Napoléon appelait si bien « *l'événement* ».

Général Verraux

Propos d'un grincheux

Le Salaire du mort

Charles Muller n'était pas un électeur influent. Peut-être ne savait-il pas le nom du député de son quartier. Il écrivait en français, ce qui n'est pas une bien grande recommandation auprès des pouvoirs publics. C'est lui qui, avec Paul Reboux, composa ces charmants A la manière de... *qui ne sont pas seulement des pastiches bien réussis, mais qui sont encore de fines leçons de critique.*

Ce grand garçon sec et plaisant partit à la guerre dès les premiers jours. Il fut nommé sergent sur le champ de bataille, et sous-lieutenant pour un nouveau fait d'armes. Les hommes adoraient ce jeune chef toujours le premier à l'attaque, et qui savait rire après le combat.

Il fut tué. Sa femme eut à peine le temps de l'embrasser une dernière fois à l'ambulance. Elle revint dans le logement de Montmartre, ayant tout perdu.

Si vous saviez ce que rapportent les bons livres !

Des amis lui conseillèrent de demander à l'Etat un bureau de tabac. L'administration surgit aussitôt. Sous-lieutenant, Charles Muller ? Etait-ce bien sûr ? Pouvait-elle montrer le décret de nomination ? Il faut « des papiers en règle » pour constituer « un dossier ». Pour un peu, on aurait fait ouvrir le cercueil, afin de voir si le dernier vêtement de Charles Muller avait un galon.

Et puis, on reconnut que la nomination avait été faite en bonne forme. Et on examina la demande. Et on la repoussa aussitôt, en ces termes :

« La commission supérieure de classement, appelée à statuer sur votre candidature, a décidé qu'elle n'était pas susceptible d'être accueillie. »

Qu'est-ce que ça peut faire au scribe ? Ecrivain ? Connais pas. Héros ? Connais pas. Prenez la formule ordinaire.

Ceux qui tombent pour la patrie ont tous le même droit à notre reconnaissance. Mais la mort d'un Charles Muller a une valeur d'exemple. C'est un scandale de la méconnaître. A la veuve il faut un deuil décent, afin que plus tard les petits enfants, apprenant les noms des victimes notoires, n'aient pas à rougir de nous. Et puisque « la commission supérieure de classement » ne comprend pas cela, n'y aura-t-il pas au gouvernement un homme, un homme en chair et en os, pour prendre une décision « sentimentale » ?

Albert Savarus

Lettres du Front

Nos troupes d'élite

Ce n'est pas seulement avec de grands raisonnements moraux que l'on fait marcher des hommes, qu'on les fait durer par delà les limites de l'énergie et de la résistance humaines, et qu'on les fait, s'il le faut, attaquer et contre-attaquer pendant des journées et des nuits. Il faut aussi savoir joindre les petits moyens aux idées générales, et cultiver des sentiments forts, quoique d'une portée restreinte, pour arriver au résultat cherché.

Un de ces sentiments est *l'esprit de corps*. Plusieurs régiments d'infanterie, la division de fer, et même certains corps d'armée sont persuadés qu'ils sont de beaucoup supérieurs à d'autres. Ne cherchons pas à savoir si cela est exact ou non, mais comprenons bien que cet orgueil est utile, puisque ces troupes vont chercher à rester égales à cette réputation dont elles se parent. Et continuons à tirer parti de ce sentiment utile.

Les troupes qui sont particulièrement animées par cet ensemble de traditions qui constitue l'esprit de corps sont nos troupes d'élite, zouaves, chasseurs à pied, marsouins, turcos, fusiliers marins... Et l'on sait quels sont leurs exploits, au cours de ces longs mois de campagne. On ne parlera jamais assez de ces braves qui ont compris et affirment encore — après tant d'expériences coûteuses — que le dernier et suprême moyen d'explication, à la guerre, est la charge à la baïonnette qui passe par-dessus tous les obstacles matériels.

Ces soldats sont les héros de la guerre de délivrance. L'esprit de sacrifice qui les anime — avec son corollaire éternel : *la mort* — dépasse les qualificatifs ordi-

naires et les pâles conceptions bureaucratiques de la vie.

Mais trêve d'éloges : l'action vaut mieux.

Que demandent en ce moment ces héros ?

Nous avons parlé à plusieurs officiers de ces corps d'élite. Ce sont des gens qui n'hésitent pas à dire ce qu'ils pensent.

Et d'abord ils demandent du matériel. Du matériel de guerre et du matériel de tranchées. Plus d'obus, toujours plus d'obus, et toujours plus de gros obus. Plus de mitrailleuses : deux compagnies de mitrailleuses par régiment de marsouins ou de zouaves, une compagnie par bataillon de chasseurs. Des engins de tranchée en grande quantité, maniés par des artilleurs mêlés à l'infanterie ou par des fantassins. Des compagnies du génie en plus grand nombre dans tous les secteurs. Des poutres, des planches, des rails, pour aménager les tranchées. Des poêles pour se chauffer. Du linge chaud et lavé aussi souvent que possible. Des suppléments de nourriture, touchés en argent ou en nature, pour les hommes dans les tranchées.

Ensuite, un avancement normal : c'est-à-dire que les quatre officiers de chaque compagnie soient un capitaine, un lieutenant et deux sous-lieutenants (et non un lieutenant et trois sous-lieutenants comme cela arrive trop souvent) de façon que les services rendus soient récompensés par le grade correspondant à l'emploi occupé.

Les officiers de nos troupes d'élite demandent aussi que les récompenses ne soient pas réservées aux morts : « Dans notre armée, me disait un chasseur, on n'est cité à l'ordre que lorsque l'on n'est plus fichu de combattre : c'est consolant. »

Mais surtout les officiers de ces corps d'élite demandent que leur nombre soit augmenté. « Puisque, disent-ils, nos sergents valent des adjudants de certains autres corps, on pourait augmenter le nombre de nos bataillons et de nos régiments : nous savons fabriquer des cadres, nous en fournirions toujours. Nous sommes des entraîneurs d'hommes : nous formerions des troupes solides avec des éléments dont on use moins complètement ailleurs. » Et sans pouvoir juger des difficultés pratiques d'une pareille façon d'agir, je n'ai pas trouvé cette manière de penser sans intérêt ni raison. D'autant que nous savons, par les citations à l'ordre de l'armée, qu'au cours de cette guerre des bataillons et des régiments récemment créés se sont distingués et ont fourni dès leur premier combat un rendement maximum.

Puissions-nous toujours être servis par de si beaux officiers qui ne demandent que les moyens les plus efficaces d'arriver à la victoire par l'effort, le travail, le courage lucide et un don de sacrifice héroïque et superbe !

Capitaine Z.

Les Communiqués

15 heures.

Nuit relativement calme.

Au nord de l'Aisne, notre artillerie a détruit les moulins de Chatillon, à l'est de Fontenoy, organisés défensivement par l'ennemi.

23 heures.

Notre artillerie a bombardé efficacement les ouvrages ennemis sur divers points du front.

Au sud d'Arras, une coupole cuirassée a été détruite.

Au nord de l'Aisne, nous avons endommagé les tranchées allemandes, près de Berry-au-Bac et à la cote 108. Dans cette dernière région, notre tir a provoqué deux fortes explosions.

A l'est de Saint-Mihiel, nous avons démoli deux blockhaus.

A l'Hartmannswillerkopf, au cours de la nuit dernière, l'ennemi, après un violent bombardement, a dirigé une attaque sur nos positions, entre le Rehfelsen et l'Hirzstein. L'ennemi n'a pu prendre pied que dans un petit élément de tranchée, d'où il a été chassé ce matin par une contre-attaque.

Des prisonniers et une mitrailleuse sont restés entre nos mains.

AUX DARDANELLES

Notre artillerie lourde a bombardé les batteries turques de la côte d'Asie. Une attaque d'infanterie dirigée sur nos tranchées a été aisément repoussée.

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

Les Chambres reprendront leurs travaux mardi prochain. Au Palais-Bourbon, la première séance sera présidée par le doyen d'âge, M. de Mackau, qui a 83 ans ; et au Sénat par M. Huguet, âgé de 94 ans.

Les bureaux des deux assemblées seront maintenus.

Parmi les projets qui, durant la session qui commence, seront soumis aux délibérations de la Chambre, il en est deux particulièrement importants : celui qui concerne les loyers, et celui qui taxe les bénéfices de guerre.

Jeudi prochain, la Chambre discutera les interpellations de MM. Paul Laffont et Girod sur l'aviation.

Au moment où s'ouvre la session de 1916, on constate au Parlement, à cause de la suppression des élections partielles, la vacance de cinquante sièges, dont vingt-six au Sénat et vingt-quatre à la Chambre.

Chez nos alliés

A LONDRES

Ce spectacle produit sur un Français une impression indéfinissable. Ce n'est pas de l'étonnement, de la surprise, c'est de l'ahurissement.

Le service militaire est tellement pour nous un devoir sacré ! Quelque lourd et terrible que soit l'impôt du sang, nous l'acceptons comme une nécessité première, qui ne se raisonne pas, qui ne se discute pas.

Si l'engagement volontaire nous paraît la plus haute façon de remplir ce devoir, c'est seulement parce qu'il permet de le remplir au delà même de la loi et parce qu'il est un acte de pure volonté.

L'engagement volontaire de Trafalgar Square bouleverse toutes ces idées. Comment, en public, en plein jour, peut-on laisser se suivre de pareilles pratiques ! Et cela chez un peuple jaloux plus que tout autre de sa liberté, chez un peuple d'un individualisme si absolu, par qui la personne, la liberté et l'indépendance du citoyen sont si complètement respectées !

Il y a certainement un pourquoi qu'on veut trouver et qu'il faut trouver.

L'Angleterre qui, depuis la Guerre de Cent Ans, n'avait pu reprendre pied en Europe a nettement compris, après les traités de 1815, que tout espoir d'occupation continentale était définitivement perdu. Inviolable sur son territoire, grâce à la maîtrise des mers, maîtresse incontestée chez elle, à l'abri de toute tentative, mais ne pouvant nourrir de nouveaux projets de conquête continentale, une armée nationale était inutile à sa prospérité. Une flotte, la flotte la plus puissante du monde, lui était seule nécessaire et elle n'a reculé devant aucun effort, aucun sacrifice pour cette flotte, même quand l'apparition d'ambitions nouvelles l'a obligée à pousser cet effort bien au delà de ses plus grandioses prévisions.

Se cantonnant dans cette politique qui devait suffire à assurer sa grandeur, l'Angleterre n'a eu d'armée que dans la limite des besoins de son expansion coloniale. Elle n'a recruté et entretenu de troupes que dans la proportion nécessaire pour assurer l'ordre dans ses possessions anciennes et pour agrandir son domaine. Elle n'a fait la guerre sur terre qu'exceptionnellement : en Europe, en Crimée, il y a plus d'un demi-siècle et, sur les autres continents, pour le maintien et le développement de l'immense prospérité commerciale qu'elle n'a cessé d'accroître pendant tout le dix-neuvième siècle.

Pour le citoyen anglais, pour le marchand de la Cité, qui en est le type absolu, la guerre sur terre a toujours été une simple opération commerciale, un simple fait économique. Il a donc fait la guerre en commerçant, avec son crédit et son argent. Ce crédit et cet argent, il les devait au pays, il les lui a offerts sans marchander.

Son devoir s'est toujours borné, et il entend qu'il se borne encore à payer matériel, munitions, hommes. Pour lui, pas de différence entre celui qui peut tomber les armes à la main et celui qui peut tomber dans un comptoir victime du climat, des éléments, de la révolte. L'un et l'autre ne sont-ils pas des salariés ?

Rien d'étonnant que, sa sécurité n'ayant pas été sérieusement menacée, les chances d'invasion possible ne s'étant pas manifestées d'une façon suffisamment positive, il considère encore la guerre actuelle comme une lutte dans laquelle son devoir consiste à fournir à l'Etat toutes les ressources nécessaires pour lui permettre de faire face aux exigences d'une situation, plus sérieuse que d'autres, certes, mais qui cependant ne met pas le territoire en péril, qui ne menace pas l'existence de la patrie pour la défense seule de laquelle l'impôt du sang est nécessaire.

Et de fait il paie, il paie royalement. Il paiera encore davantage s'il le faut, il est prêt à donner à la patrie tout ce qu'il lui lui doit, c'est-à-dire tout ce qu'il possède, mais il ne se donne pas lui-même, parce que la patrie n'est pas menacée de la souillure de l'étranger.

⁂

L'histoire du peuple anglais explique cette mentalité si différente de la nôtre faite d'hérédité de plusieurs siècles, pendant lesquels notre unité s'est lentement constituée au prix des luttes les plus sanglantes, trop souvent sur notre territoire, qui, une fois de plus, est partiellement envahi.

Et, connaissant les causes de cette différence, on en comprend les effets et on n'est plus choqué.

La conception anglaise est d'ailleurs appliquée en ce moment dans toute sa logique et le peuple anglais remplit son devoir national dans toute sa rigueur. Au-dessus de toutes les discussions didactiques sur le service personnel, il a trouvé le moyen pratique de faire face, jusqu'ici, avec son système de recrutement, à des besoins dont la satisfaction apparaissait irréalisables. Il lui fallait des millions de « volontaires », il les a eus.

Traditionaliste avant tout, il n'a pas accepté la solution facile du service personnel. Sentant l'effort indispensable et l'imperfection de son moyen d'action, il a continué à agir en négociant. La situation demandait un bouleversement dans ses méthodes : il a bouleversé les méthodes, mais il a maintenu le principe. Trop d'hommes au comptoir, pas assez à l'armée. Iront à l'armée ceux qui sont au comptoir. Ce seront toujours les mêmes salariés, mais qui auront changé d'emploi. Il a appliqué avec sa logique exempte de toute sentimentalité, en en étendant le sens, l'un de ses adages les plus chers : « *The right man in the right place.* » La place de tout salarié valide est à l'armée.

Et insensiblement on a constaté l'apparition des femmes dans des emplois qu'elles n'avaient jamais occupés : service des portes et des ascenseurs dans les magasins, multiplication des rayons de vendeuses, transformation des services de comptabilité et de correspondance, diminution de la domesticité mâle, etc., etc., si bien que des milliers et des milliers d'hommes se sont trouvés disponibles.

On pouvait se passer d'eux dans la vie civile ; on s'est passé d'eux puisqu'ils devaient être plus utiles ailleurs.

Les économies de ceux qui en avaient ont été vite liquidées. Ayant la même conception que leurs employeurs, tous ces sans-travail ont lutté, cherché d'autres emplois. Vains efforts ! Certains ont songé à s'expatrier. On leur a refusé la sortie du territoire et, fatalement, qui plus tôt, qui plus tard, tous se sont acheminés, en fin de compte, vers les bureaux de recrutement, car il ne faut pas croire que les parades de Trafalgar square ont fourni le gros du contingent. Leur part est, relativement, peu importante.

L'armée anglaise n'étant pas la nation anglaise, il n'est pas surprenant que, sauf la présence de nombreux officiers et soldats, on ne s'aperçoive pas autrement à Londres de la guerre, tant la vie continue à y être ce qu'elle était avant. L'activité des affaires y est plus grande que jamais et rien, dans l'attitude générale de la foule, ne donne l'impression grave et recueillie de nos foules françaises.

Les établissements de plaisir regorgent de monde. On fait queue aux music-halls et, sans cette obscurité, précaution insuffisante contre les zeppelins, on se croirait en période normale.

Et cependant la guerre préoccupe ; elle préoccupe comme une affaire plutôt que comme un drame sanglant. On attend les nouvelles, on se les dispute. Les journaux ont beau multiplier les éditions, elles sont rapidement enlevées. L'annonce des moindres événements militaires se lit en manchettes de caractères énormes. Les conversations, elles aussi, accusent cette préoccupation continuelle, préoccupation de résultats, de réalisations, beaucoup plus que de sentiment et d'émotion.

Il ne faut pas croire cependant, chez le peuple anglais, à une sécheresse de cœur, mais les hécatombes de tous les jours, si elles affectent l'humanité entière, sont surtout sensibles à ceux qu'elles atteignent directement, et la bourgeoisie anglaise est de tous les belligérants est celle qui est le moins atteinte. Elle a donné beaucoup d'or, peu de sang, restant dans la logique d'une situation séculaire que les événements, malgré leur gravité, n'ont pas profondément modifiée.

Si Londres n'offre pas l'image d'une ville recueillie dont le cœur saigne, elle donne l'image réconfortante d'une ville décidée à mener jusqu'au bout, à n'importe quel prix, l'œuvre entreprise, et quand on y vit, on a l'impression d'une ténacité à toute épreuve, qui surmontera tous les obstacles, qui se fera à toutes les nécessités, qui fournira l'effort complet jusqu'à la victoire définitive, jusqu'à l'écrasement de la puissance militaire allemande.

Dans ce but, les Anglais ne négligent rien. Plus que nous ils ont fait table rase de ce qui était allemand. Pas de compromis, pas de complaisances, pas de demi-mesures. Les camps d'internement sont isolés, la plupart dans des îles ; le respect des personnes y est complet, mais la discipline en est rigide et ne comporte aucune exception. Les naturalisés d'origine allemande ou autrichienne sont considérés comme s'ils appartenaient encore à leur pays d'origine, on ne les accepte nulle part et cette décision est affichée un peu partout.

Le Boche est bien l'ennemi abhorré, contre qui la lutte n'admet aucun atermoiement, aucune atténuation ; il faut le mettre à terre, le supprimer partout où on le rencontre.

En résumé, ce grand peuple, épris de liberté et de justice, a fait et continue, avec sa mentalité spéciale, les qualités et les défauts de sa race, un grand et noble effort. Il le fera jusqu'au bout. Cet effort est un des puissants facteurs de la victoire certaine.

P. B.

(*A suivre*).

La crise de l'aviation

L'ADMINISTRATION

n'est jamais pressée

On dit que nous manquons d'avions et que le programme tracé par le général en chef risque de n'être point réalisé en temps voulu. Et cependant on agit avec les constructeurs comme si nous possédions dix fois trop d'appareils, nous et nos alliés. Plutôt que de pousser la fabrication en donnant aux diverses maisons capables de produire toutes les facilités désirables, on refuse, sans l'ombre de raison, des concours précieux.

Un aviateur belge de la première heure se présentait, le 4 décembre dernier, au sous-secrétariat de l'aviation, nanti d'une demande d'audience en due forme. Après une longue attente, il était reçu par un colonel chef de service. Il lui exposait brièvement le but de sa visite et partait en lui laissant une note dans laquelle il offrait à l'aviation française de mettre à sa disposition une usine belge d'aviation installée en France, à Calais.

Cette usine n'est pas de celles dont on peut dire que la fabrication est contestée. Elle est depuis 1912 le fournisseur du gouvernement belge et possède la licence de construction d'une des marques les plus connues et les plus employées sur le front. Enfin, les appareils qui sortent de ces ateliers sont reconnus irréprochables, et cette question n'est d'ailleurs pas mise en doute.

Tout en tenant compte de l'intérêt que présente l'utilisation complète d'une usine de cette spécialité dans un moment où tous les efforts tendent vers une production toujours plus grande du matériel de guerre, n'y aurait-il pas aussi un intérêt de sentiment à employer les services d'un établissement dont tout le personnel très entraîné a été amené d'Anvers lors de la chute de cette place ?

Or devinez ce qui intéressa le chef de service de l'aéronautique. Le nombre d'appareils que les ateliers pourraient fabriquer chaque mois, par exemple ? Pas du tout. Il se contenta de dire à l'industriel :

— Etes-vous bien qualifié pour faire la proposition que vous venez de me présenter ?

Aucune autre explication ne lui étant demandée, l'aviateur belge rentra chez lui et s'empressa de faire parvenir au colonel une pièce établissant qu'il avait qualité pour faire cette démarche.

Plus d'un mois s'est écoulé et il n'a pas encore reçu la moindre réponse.

Hors d'Œuvre

ANTIGONE

Mlle Polaire abuse parfois du droit qu'elle a d'être originale.

Voici qu'elle annonce une nouvelle tournée, une tournée dans les restaurants chics, à l'heure où dînent les privilégiés de la guerre. Elle conduira par la main un soldat aveugle ; elle dansera et chantera, comme elle sait danser, comme elle sait chanter. Puis, passant de table en table, elle quêtera pour les malheureux héros dont les oreilles peuvent entendre, mais dont les yeux éteints ne verront plus jamais Mlle Polaire.

Plusieurs de nos confrères trouvent cette idée charmante.

L'un d'eux écrit froidement :

« Nul doute que Mlle Polaire fasse de fructueuses recettes. Les dîneurs, les soupeurs, les fêtards quand même, rougiraient de refuser leur obole à cette Antigone leur tendant si gentiment le casque de Bélisaire ».

Bien qu'il s'agisse de Bélisaire, je ne veux pas faire de querelle byzantine à l'auteur de cet audacieux rapprochement. Je ne lui ferai même pas remarquer que, si Antigone avait vécu quelques siècles après Bélisaire, elle eût pu acquérir chez un brocanteur le casque de ce célèbre général, en vue de ses quêtes ultérieures; mais que, malheureusement, Bélisaire a vécu plusieurs siècles après Antigone et n'a pu, par conséquent, lui léguer son casque... Quant à l'hypothèse qui consiste à présenter Antigone et Bélisaire au cours d'une même tournée, elle équivaudrait à incorporer le guerrier de Byzance dans la famille des Atrides, ce qui serait peut-être un peu téméraire.

Mais restons-en à notre époque, et à Mlle Polaire.

Que Mlle Polaire fasse la quête avec un casque, rien de mieux ; aucun règlement militaire, aucune tradition théâtrale ne lui interdisent le port de cet accessoire.

Mais la pudeur, la décence, la pitié, enfin un tas de sentiments surannés que la guerre a remis à la mode, défendent à Mlle Polaire de promener, à travers les tables garnies de vieux et de fêtards, un soldat aveugle et décoré de la croix de guerre.

Cette exhibition, d'ailleurs, ferait régner dans la salle une température plus que « polaire ».

Dans l'intérêt de votre réputation et de votre talent, mademoiselle, prenez plutôt, comme figurant, un joyeux danseur espagnol ou argentin, avec des castagnettes.

ZETTE

L'adjudant Flick

Le sergent Pangloss prétendait, hier, que l'adjudant Flick se trouve au front et qu'il a eu de l'avancement.

Or, on nous signale sa présence dans un dépôt de l'intérieur ; il a eu encore plus d'avancement que ne le suppose notre collaborateur. Il porte la couronne de feuilles de chêne ; il n'ambitionne pas la couronne de feuilles de laurier.

La semaine dernière, il visitait un casernement en qualité de général inspecteur. Il aperçut, par la fenêtre du bâtiment où il se trouvait, deux soldats du service auxiliaire qui traversaient la cour, ayant les mains dans leurs poches.

Le général Flick envoya un commandant, flanqué d'un capitaine, leur infliger une punition de huit jours de prison, pour ce motif.

Un des officiers présents se permit d'observer que c'était un peu cher et que ça valait tout au plus quatre jours de consigne en temps de paix.

— Pas en temps de guerre, répliqua le général Flick.

En effet, en temps de guerre, ça ne vaut même pas quatre jours de consigne.

Finances

Un employé de banque nous écrit :

« Ce matin, on a présenté à mon guichet deux ordres d'achat : l'un en *rente hongroise*, l'autre en *rente autrichienne*. J'ai dû les accepter, d'après les instructions reçues par mon chef de service. Les ordres ont été transmis aussitôt en Bourse et exécutés le jour même... Je ne puis comprendre qu'après dix-sept mois de guerre on puisse encore acheter en France des fonds d'Etats ennemis. Peut-être y a-t-il à cela des raisons plausibles. En ce cas, je serais heureux de les connaître. »

Nous aussi.

Réclame

Un médecin connu a eu dernièrement la surprise de recevoir d'un blessé hospitalisé au Grand-Palais, une enveloppe portant l'en-tête suivant :

Grands Magasins
AUX GALERIES LAFAYETTE
Paris
Maison vendant le meilleur marché de tout Paris.

Le papier de la lettre reproduisait ces mentions, sous plusieurs formes.

Le docteur eut, quelques jours plus tard, l'occasion de voir le malade et lui dit :

— On vous donne de bien beau papier à lettres, au Grand-Palais.

— N'est-ce pas ? fit le malade... C'est le magasin des Galeries Lafayette qui l'offre à l'administration, à titre de réclame.

De la part des Galeries Lafayette il y a là un mode de publicité, assez ingénieux.

De la part de l'administration d'un hôpital militaire, il y a là un procédé assez douteux.

Un peu cher !

Nous annoncions, hier matin, que le numéro des *Hommes du Jour* du 1er janvier, bien qu'ayant paru avec le visa de la censure, avait été saisi et que la saisie était suivie d'une suspension.

Nous pouvons aujourd'hui compléter notre information : les *Hommes du Jour* sont suspendus *pour six mois*.

Qu'aurait-ce donc été si le numéro incriminé n'avait pas été revêtu du visa de la censure ?

Le Bombardement de Nancy

UN DOCUMENT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle adresse la lettre-circulaire suivante aux maires de son département :

Je suis informé que quelques personnes ayant quitté Nancy ces jours-ci colportent dans les communes du département où elles sont venues se loger des histoires extraordinaires sur ce qu'elles ont vu avant de partir. Elles citent des nombres terrifiants de victimes, elles font des descriptions d'incendies.

J'affirme ici que voici l'exact et complet bilan des divers bombardements que nous avons subis depuis le commencement de cette année :

Le premier : 3 tués et 6 blessés, dont aucun n'est en danger.

Le deuxième : 0 tué et 1 blessé légèrement.

Le troisième : 3 tués, 3 blessés.

J'affirme en outre que le bombardement n'a déterminé aucun incendie (l'incendie qui s'est produit le 1er janvier à Nancy est antérieur au bombardement et n'a pas été allumé par lui).

Je n'évalue pas les dégâts matériels des immeubles ; cet inventaire serait prématuré ; la question, d'ailleurs, importante, évidemment en soi, est secondaire au point de vue que j'envisage en ce moment.

Voilà l'exacte vérité. Elle est assurément fort douloureuse et nous devons saluer avec une respectueuse sympathie les victimes, tuées ou blessées, de ces attentats et leurs familles.

Il ne servirait à rien de diminuer ce bilan. Mais il serait criminel de l'exagérer.

Je vous prie donc de me faire connaître les personnes qui, ayant quitté Nancy, raconteraient autre chose, et plus que cela, et feraient ainsi des récits mensongers.

J'examinerai avec attention les cas qui me seront signalés par vous. Si je constate que ces récits sont colportés par des personnes qui, aux heures critiques, se trouvaient à Nancy dans une maison fort exposée, et qui ont pu être troublées par l'émotion fort légitime d'une explosion toute proche, je m'adresserai personnellement à ces personnes fort dignes d'intérêt et je leur recommanderai, de façon affectueuse et pressante, de reprendre le contrôle d'elles-mêmes et ne point continuer à troubler ainsi l'esprit public par leurs exagérations.

Si je constatais, au contraire — ce que j'ai des motifs sérieux de présumer — que les pires semeurs de panique sont des personnes qui, demeurant en dehors et parfois très loin de la zone dangereuse, n'avaient aucune raison avouable de s'émouvoir et qui, un peu honteuses d'avoir quitté précipitamment Nancy, exagèrent à dessein les événements pour se rendre intéressantes, pour exciter la pitié et pour que nul ne raille leur frousse, alors je n'hésiterais pas à signaler moi-même à l'autorité militaire ces peu désirables citoyens et à provoquer contre eux l'application des lois pénales qui visent les auteurs de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public.

Je fais appel à votre patriotisme pour donner toute suite utile à ces instructions.

L. MIRMAN.

M. POINCARÉ A NANCY

Le président de la République est rentré hier matin à Paris, après avoir passé quarante-huit heures à Nancy et sur le Grand-Couronné.

Son premier soin, en arrivant dans la cité lorraine, a été de visiter les victimes des trois bombardements que les Allemands ont faits, ces jours derniers, avec des pièces à longue portée. La plupart d'entre elles sont des femmes et des enfants en bas âge. M. Poincaré s'est longuement entretenu avec elles et a laissé trois mille francs au maire à leur intention.

Le président s'est ensuite rendu dans une caserne où près de deux mille réfugiés des villages envahis de Meurthe-et-Moselle sont hospitalisés depuis les débuts de la guerre. Il leur a adressé quelques paroles sympathiques et a laissé mille francs pour l'amélioration de leur ordinaire, pendant la journée de vendredi.

Ces visites terminées, le chef de l'Etat est allé à l'Hôtel de Ville, où s'était réuni le Conseil municipal. Le maire lui a présenté ses collègues, en faisant l'éloge de leur dévouement et de leur esprit de concorde ; le préfet a chaleureusement confirmé ces dires et le président a répondu par une courte allocution, dans laquelle il a rappelé les liens très anciens qui l'unissent à la ville de Nancy.

Dans l'après-midi, le président a visité les batteries du Grand-Couronné et il est revenu à Nancy pour prendre le train qui l'a ramené à Paris.

"L'OEuvre" Économique

L'autre Danger

On vient de me conter, avec documents à l'appui, une petite histoire de l'avant-guerre, qui ne laisse pas, dans sa simplicité, d'être fort suggestive. Elle jette, en tout cas, un singulier jour sur les pratiques commerciales, grâce auxquelles les Boches nous avaient si élégamment supplantés sur presque tous les marchés du monde.

Un fabricant parisien s'était abonné à l'une des nombreuses revues techniques qui foisonnent en Allemagne. Au bout d'un an, trouvant cette lecture fastidieuse, il ne renouvela pas sa souscription, mais il négligea d'avertir l'éditeur, un certain Karl Marhold (soyons précis !), de Halle-sur-Saale. Celui-ci fit donc présenter sa quittance, qui lui revint, naturellement, impayée... Jusqu'ici, rien que de très banal : tous les administrateurs de journaux ont passé par là. Mais voici où le cas devient intéressant.

Mon dit Karl Marhold ne fit ni une ni deux. Il s'adressa d'emblée au consul général d'Allemagne à Paris, sûr d'avance que ce haut fonctionnaire ne dédaignerait pas de s'occuper d'une aussi petite affaire, du moment qu'un de ses compatriotes était en cause. Par le fait, l'abonné récalcitrant ne tarda pas à recevoir une lettre autographe, signée du consul général, l'invitant à venir d'urgence verser la somme réclamée (25 marks), faute de quoi *l'avocat du consulat aurait recours à la justice !*

La solidarité allemande n'est pas un vain mot !

Voyez-vous un de nos consuls prenant en mains les intérêts d'un commerçant français, je ne dis pas même pour 31 fr. 25, mais pour 100, pour 1.000, pour 10.000 francs, et se substituant à lui pour plaider sa cause devant un tribunal étranger ? Non, vous ne le voyez pas !

L'indifférence de ces représentants officiels de notre pays au dehors, à l'endroit de leurs nationaux, était légendaire. C'est tout juste s'ils daignaient les recevoir — pas toujours avec courtoisie — pour remplir les menues formalités de rigueur. Quant à les aider, à les encourager, à leur faciliter la besogne, à leur fournir des renseignements sur les affaires à traiter, il était « midi sonné ». Alors qu'un Allemand, quoi qu'il fît, était assuré d'avoir toujours le *Deutschtum* tout entier « un peu là » debout derrière lui, et d'être soutenu *per fas* et surtout *per nefas*, « jusqu'à la gauche », un Français ne pouvait jamais compter que sur lui-même. Ce qui, dans un milieu indifférent, sinon même hostile, en présence d'une concurrence féroce, n'était vraiment pas grand'chose. Voilà pourquoi tant des nôtres finissaient, en désespoir de cause, par demander aide et protection au consul anglais, au consul américain, au consul suisse, parfois même... au consul allemand.

Si je parle à l'imparfait c'est parce que j'espère bien que la situation va changer. Il faut même qu'elle change, et de fond en comble ! Autrement, tous les beaux projets de revanche économique et de reconquête des marchés étrangers autour desquels on ne cesse pas de déposer tant de belles paroles, s'évaporeraient en fumée. Les douloureux sacrifices que nous faisons depuis plus de cinq cents jours, et qui ne touchent pas encore, hélas, à leur fin, resteraient stériles, et nous n'aurions écrasé — à quel prix ! — l'impérialisme militaire que pour voir surgir à sa place l'impérialisme mercantile d'une race de fourmis

Il ne suffira pas, d'ailleurs, de changer la politique commerciale et la mentalité de nos consuls. La machine tout entière est à transformer, avec les mœurs. Nous n'avons pas à nous dissimuler que, jusqu'ici, tout, en France, conspirait contre le commerce et l'industrie, *tout* — l'administration, la politique, les bâcleurs de lois, souvent même les institutions soi-disant créées pour encourager et soutenir l'effort national, à telles enseignes qu'il est merveilleux que nous ayons pu réussir quand même à tenir un rang singulièrement amoindri, mais encore à peu près honorable.

Au demeurant, je ne saurais trop le redire, avant d'exporter, avant de vendre, il faut produire. Pour produire, il faut travailler. Pour travailler, il faut commencer par organiser la main-d'œuvre, les transports et le crédit. Où en est-on, à ce triple point de vue ?

Il a été déjà exposé à cette place comme quoi une initiative des plus intéressantes venait d'être prise en vue de résoudre d'urgence, au moins dans le secteur spécial des marchandises lourdes de provenance extérieure, le problème des transports et de la main-d'œuvre. Va-t-on faire la même chose pour le crédit ?

Il est de notoriété publique que les banques françaises, les grandes banques surtout, ferment systématiquement leurs guichets au commerce et à l'industrie, et que toute leur collaboration se limite à payer généreusement 1 0/0 d'intérêt sur les fonds déposés dans leurs caisses. Elles préfèrent exporter nos capitaux sous forme d'emprunts d'Etat ou même d'avances aux banques étrangères, pour le plus grand profit de nos concurrents, à qui un régime bancaire diamétralement opposé permet de jouer sur le velours.

Les mêmes causes produisant fatalement les mêmes effets, si les détestables traditions de l'avant-guerre survivent à la tourmente, nous nous retrouverons demain en pire posture qu'hier, car nous serons handicapés par des pertes humaines et des ruines matérielles sans précédent dans l'histoire.

Il est temps — il n'est que temps — de nous mettre à la besogne. Pas plus que les autres, en effet, les batailles économiques ne sauraient s'improviser. Là encore, là surtout, le mot d'ordre doit être : « Des canons ! des munitions ! »

Emile Gautier

France et Suisse

L'intéressante lettre qu'on va lire, et qui était signée « Video », a été certainement écrite par un Français très favorable à la Suisse. Il attache, comme on le verra, une grande importance à la sympathie qui accueille les trains de blessés français traversant le pays, mais je voudrais bien savoir si les blessés allemands sont traités très différemment. Quoi qu'il en soit, malgré son ardente sympathie, il voit juste sur bien des points. Jamais, au cours de la campagne que nous avons menée contre la contrebande allemande par la Suisse, nous n'avons songé à rendre le pays entier responsable des actes d'individus malintentionnés. Nous avons été les premiers à signaler la faiblesse de nos pouvoirs publics et le crime de certains de nos compatriotes incapables de résister à l'argent. Mais nous entendons bien que le gouvernement suisse, comme le gouvernement français, prenne toutes les mesures indispensables pour empêcher nos ennemis de se ravitailler sous le couvert de la République voisine.

Je ne discuterai pas tels ou tels faits d'exportation frauduleuse de France en Allemagne par la Suisse. Je constaterai seulement qu'en ces sortes d'affaires la complicité de certains de nos compatriotes et la complaisance ou l'incurie de nos pouvoirs publics sont à incriminer autant, et plus, que le mercantilisme de tels de nos voisins. Avec notre défaut national de généralisation à outrance, de simplisme et d'exagération par enthousiasme d'idéalistes, nous finissons par dire et croire que *toute* la Suisse est complice, que *tout* passe en Allemagne de ce que nous laissons passer à Bellegarde, et que ce sont des montagnes de cuivre ou de bananes qui vont ravitailler les Boches.

Le mal est que nous contristons, par notre injustice calomniatrice, les nombreux Suisses français dont, depuis dix-huit mois, le cœur bat à l'unisson du nôtre ; — que nous donnons des griefs à ceux des Suisses allemands qui sont hésitants dans leur neutralité ; — que nous nous aliénons un peuple intelligent et prospère avec lequel allait s'ouvrir une ère nouvelle de rapports économiques.

Déjà notre apathie, notre maladresse nous avaient fait perdre le marché et les universités suisses avant la guerre. Les Allemands avaient pris notre place, même à Genève où le produit français, toujours demandé, devenait de plus en plus rare, de plus en plus cher. Le spectacle que nous donnions au monde de nos discordes politiques nous enlevait peu à peu la confiance de gens qu'inquiétaient cependant les progrès incessants faits par l'Allemagne chez eux. Il faudrait lire, entre autres, les articles de Turmann dans le *Correspondant*, ceux de Blondel, ceux de Moro dans l'*Opinion* et son livre *France et Suisse*.

Cette guerre nous a rendu l'estime de tous les Suisses ; elle a affermi l'affection des Romands pour tout ce qui est français. Elle nous a ouvert les portes. Brusquement, la Suisse a dû faire appel à nos blés, à notre laine, à notre viande, à notre minerai, que sais-je encore ? Il fallait y expédier nos voyageurs, y installer nos succursales, nouer des affaires, réparer les erreurs du passé. Il fallait comprendre que l'avant-guerre allemande, dont les victoires en Suisse avaient été la convention du Gothard, l'aménagement du port de Bâle, l'accaparement de l'industrie électrique, le trust des banques affiliées à la Deutsche Bank, pouvait être définitivement contrecarrée.

Mais l'avenir est encore à nous, chez les Suisses, si nous le voulons. Nous nous leurrons en attendant tout d'une victoire par les armes. Certes, je crois à la victoire, mais point à l'anéantissement si complet du commerce austro-allemand qu'il ne puisse garder le marché suisse. Cessons donc d'être des idéalistes impénitents ; devenons clairvoyants et pratiques. Nous nous sommes adaptés splendidement à la vie de belligérants, et cependant nous nous laissons battre en Suisse par les diplomates et les commerçants boches.

Croyez-en donc davantage les Français de Genève et de Lausanne, le président de la Chambre de commerce française de Genève, et les Suisses qui, nombreux, nous veulent du bien : les Allemands ont tout fait et font tout pour brouiller les cartes entre Suisse et France, afin d'avoir l'opinion et le marché suisses. Ils nous ont tendu le piège ; nous y sommes tombés. « Haro sur les Suisses ! Interrompons nos relations commerciales, industrielles et intellectuelles avec eux. » Pendant ce temps, les Boches ricanent et travaillent. Et les journaux francophiles les plus sûrs, comme la *Suisse* de Genève, le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne* se mettent à désespérer de nous faire comprendre notre erreur. L'opinion publique se lasse de notre injustice.

Nous sommes injustes de ne pas distinguer nettement, résolument entre les Suisses et quelques trafiquants métis ; injustes de ne pas signaler les incessantes rectifications de statistique, les précisions, les explications de publicistes sérieux, dévoués à notre cause ; — injustes de ne pas dire et répéter que fonctionne une société suisse de surveillance, constituée d'accord avec les exigences légitimes des Alliés, et qui ne demande qu'à agir ; — injustes de ne pas mettre en balance l'Agence des prisonniers de guerre, toutes les œuvres en faveur de nos frères malheureux, œuvres officielles ou privées, et la réception chaleureuse faite à nos blessés et nos rapatriés, à Constance, à Berne, comme à Genève. Eux, ils en témoignent sans lassitude, et les Suisses sans lassitude poursuivent leur bienfaisance.

Je reconnais qu'à Zurich il y a beaucoup d'Allemands ; je reconnais que les administrations fédérales nous ont semblé quelquefois, et avec raison, partiales ou plutôt maladroites ; je connais les articles de journaux écrits par des publicistes allemands ou inspirés par Wolff. Mais en regard je mets l'enthousiasme des Suisses romands amis de la France, et leur charité ; j'estime la valeur de l'évolution des esprits en Suisse allemande, évolution indéniable, et aussi sûre qu'elle a été lente, aussi précieuse qu'elle a été difficile en ce pays devenu une dépendance de l'Allemagne ; — je n'oublie pas nos fautes passées.

Mais les Allemands ont été habiles, merveilleusement habiles, laissant en place leurs publicistes, leurs professeurs, leurs commerçants, leurs espions : travaillant l'âme du public, s'insinuant dans les affaires, flattant l'opinion et les autorités. Nous, nous avons tout retiré, tout arrêté ; nous avons à peine remercié la Croix-Rouge suisse et nous nous obstinons à ne pas être justes.

La Suisse officielle, les Suisses dans leur immense majorité sont prêts à renier, à punir les coupables. Commençons donc à chercher les nôtres. S'il faut prendre ce pays par la longanimité et la reconnaissance, prenons-le. Mais je sais qu'on le prendra surtout par la justice. Voilà pourquoi, Français, je vous ai écrit hâtivement ces choses, faisant trêve un instant aux occupations immédiates de la défense nationale. C'est qu'il n'y a pas que sur le front qu'on gagne la victoire ; et il n'y a pas qu'au quai d'Orsay qu'on commet des bévues — irréparables. Préparons la victoire économique de demain. La Suisse ne nous est pas encore fermée.

On nous écrit :

La remise en état des régions dévastées

Il est temps de songer à la réparation des dommages matériels causés par la guerre.

De nombreuses localités sont entièrement détruites ; d'autres ont subi de tels dégâts que leur réoccupation par la population sera impossible avant longtemps : par ailleurs, des exploitations industrielles et commerciales considérables, autrefois très prospères, sont devenues complètement inutilisables ; enfin l'exploitation agricole de certaines régions ne pourra être reprise que dans bien des mois, par suite du bouleversement résultant des travaux de défense et de la présence dans le sol de nombreux explosifs.

Les évacués des régions envahies se sont déjà préoccupés de la situation qui leur sera faite après la victoire finale. Tous sont convaincus, à bon droit, qu'ils pourront compter sur la bienveillance de l'Etat, mais ils se demandent avec angoisse si l'Etat sera en mesure de prendre rapidement les dispositions nécessaires pour assurer la réparation des dommages.

De nombreux obstacles s'y opposeront :

Par suite des emprunts indispensables pour couvrir les frais de guerre, les capitaux seront introuvables ou très chers.

Il sera illusoire de compter sur les indemnités de guerre que nos ennemis devront nous verser, car leurs finances ne leur permettront certainement pas de se libérer avant un assez long délai.

La main-d'œuvre déjà bien raréfiée avant la guerre le sera encore bien plus après la paix : les soldats qui rentreront dans leurs foyers devront d'abord se consacrer à la remise en état de leurs propres affaires ; de plus le développement considérable que notre commerce et notre industrie ne peuvent alors manquer de prendre absorbera toutes les facultés de production de nos pays.

Il est donc à présumer que l'exécution des travaux à effectuer dans les régions dévastées sera considérablement retardée.

En attendant, les habitants de ces régions se trouveront contraints de rechercher dans d'autres pays et surtout dans les grands centres le travail indispensable pour assurer leur existence ; beaucoup d'entre eux devront émigrer ; de là, pour la France, une nouvelle diminution de sa population.

Est-il possible de remédier, dès maintenant, à cette situation ?

Oui, si nos diplomates songent à faire insérer dans le futur traité de paix une clause obligeant nos ennemis à réparer eux-mêmes, dans un délai déterminé, les désastres qu'ils ont causés.

Il est difficile d'entrer dans les détails à ce sujet, mais on peut indiquer les grandes lignes de la proposition :

1° Nos ennemis devraient laisser dans nos pays un nombre de soldats spécialistes suffisant pour assurer l'exécution des travaux sous la surveillance d'architectes et contremaîtres français ou alliés et d'après les plans de ceux-ci.

2° Ils seraient contraints d'assurer la subsistance et l'entretien de leurs soldats et de fournir à leurs frais tous les matériaux nécessaires pour les travaux.

3° Toutes les précautions seraient prises pour éviter, autant que possible, le contact des soldats-ouvriers avec nos populations ; ces soldats pourraient conserver leurs cadres d'officiers mais seraient assujettis à la plus stricte discipline et soumis à l'autorité d'officiers français ou alliés.

L'EXTRADITION DE GARFOUNKEL

Si l'autorité militaire pouvait concevoir quelque crainte sur la possibilité d'un refus par le gouvernement suisse, de l'extradition de Garfounkel, refus qui pouvait être basé sur des raisons politico-militaires, elle ne doit plus depuis hier avoir la même appréhension. En effet, M. Boucard, juge d'instruction, vient de lancer, de son côté, une nouvelle demande d'extradition du complice du docteur Lombard, pour escroquerie et abus de confiance, délits ne relevant plus de l'autorité militaire, mais exclusivement de la juridiction civile.

C'est à la suite d'une plainte de M. Billon-Daguerre, qui accuse Garfounkel de lui avoir dérobé des brevets et soustrait diverses sommes d'argent, que le juge d'instruction a adressé au gouvernement suisse, par la voie diplomatique, une demande d'extradition. D'autre part, le capitaine Bouchardon a été avisé que sa demande, ayant été reconnue conforme aux traités d'extradition, était partie hier pour Berne. Le gouvernement suisse ne pouvant, aux termes des traités, rejeter la demande adressée par M. Boucard de lui livrer son prisonnier, il se produirait une anomalie curieuse si la demande adressée par le capitaine Bouchardon était, par contre, rejetée. Dans ce cas, Garfounkel aurait à rendre compte de l'escroquerie qui lui est reprochée par M. Billon-Daguerre devant la juridiction correctionnelle, mais ne saurait être inquiété pour les faits relatifs à l'affaire Lombard, bien que se trouvant légalement extradé.

Les recrues belges

Par suite d'un arrêté-loi, pris récemment et appelant sous les drapeaux les Belges nés de 1896 à 1896 et mis en vigueur dans tous les pays alliés ou neutres, le roi des Belges vient de décider, sur la proposition des ministres de l'intérieur et de la guerre, que ceux qui ne répondront pas à l'appel du gouvernement seront considérés comme des déserteurs et seront passibles de toutes les peines qui frappent ceux-ci.

LE CONSERVATEUR DU MUSÉE CONDÉ

Les cinq Académies qui constituent l'Institut de France se réuniront mercredi 12 janvier en assemblée générale. L'ordre du jour comporte la désignation d'un nouveau conservateur du musée Condé, à Chantilly, en remplacement de M. Alfred Mézières.

Comme il appartenait à l'Académie française de proposer un candidat à l'approbation de l'assemblée, le choix de cette Compagnie s'est porté sur M. Lavisse, directeur de l'Ecole normale supérieure.

Un don généreux

M. Otto Kahn, de New-York, a fait remettre, pour la septième fois depuis le début des hostilités, au préfet de police, une somme de dix mille francs, destinée à diverses sociétés d'assistance pour les blessés, les enfants et les artistes. Cette somme a reçu aussitôt la destination secourable indiquée par le généreux donateur.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse soit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

A propos du charbon

La 5e chambre de la cour d'appel était saisie d'une question d'actualité : la validité des contrats de vente de charbon antérieurs a la guerre.

Une importante maison de charbonnages faisait appel d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine qui avait déclaré que les ventes de charbons conclues avant la guerre devaient continuer à recevoir leur exécution et l'avait condamné à payer aux papeteries Daguerre la différence entre le cours du charbon de Cardiff et les quantités dont les papeteries avaient dû s'approvisionner ; le jugement lui avait imparti, en outre, un délai pour exécuter la fin du marché.

Le charbonnage invoquait l'état de guerre qui a causé une perturbation générale dans le commerce des charbons et augmenté considérablement le coût du fret et des assurances maritimes, et se retranchait surtout derrière une clause de style dans ce genre de marché, qui stipule que, « dans les cas de grèves, lock-out ou autres empêchements, soit des mines, soit de la navigation ou des chemins de fer, occasionnant une réduction ou un retard dans la production ou le transport, les livraisons pourraient être suspendues partiellement ou entièrement et le marché prolongé d'une durée égale à la suspension ». En conséquence, il demandait que l'exécution du solde du marché fût reportée après la guerre, lorsque les cours du charbon, du fret et des assurances seraient sensiblement ceux qui étaient cotés au moment de la conclusion de la vente.

Après plaidoiries de Me de Chauveron pour la société de charbonnages, et de Me Puybonnieux pour les papeteries Daguerre, la cour a confirmé, hier, le jugement du tribunal de commerce, en décidant que, non seulement la guerre ne constituait pas un cas de force majeure, mais encore que la clause de style invoquée ne prévoyait pas le cas de guerre.

Un Congrès hellénique à Paris

Les Hellènes de Paris ont décidé de réunir à Paris, en un congrès, toutes les colonies grecques de l'étranger, à l'effet « d'aviser aux moyens les plus propres à sauvegarder, dans les circonstances actuelles, les intérêts de l'hellénisme ».

Ce congrès, présidé par M. G. Triantaphyllidès, a tenu sa première séance hier après-midi au Grand Hôtel.

Après la lecture du rapport du comité d'organisation et les observations qui ont suivi, le docteur Aristide Papadaki, de la colonie grecque à Genève, a prononcé un discours, dont voici la conclusion, qui résume les sentiments du congrès :

« Les événements nous prouvent surabondamment que le peuple grec, dès le début de la formidable crise européenne, suivit une politique conforme à son idéal national, à ses intérêts et à son idéal moral, celle de notre grand homme d'Etat, M. Venizelos.

« Que les gouvernants, malgré les deux offres de service à la France, en janvier et en avril 1915, qui atténuent l'accusation de germanophilie, impardonnable si elle était vraie, parce que contraire aux sentiments du peuple dans son unanimité, profondément attaché au peuple français, à ses institutions libérales et démocratiques et à son incomparable civilisation, ne peuvent justifier d'aucune façon leur attitude anticonstitutionnelle.

« Et je conclus en formulant le vœu que, de notre congrès, où se trouvent réunis des représentants d'un grand nombre de colonies helléniques, s'élève une voix pour protester et combattre, sous la forme que le congrès décidera, la politique anticonstitutionnelle du gouvernement. »

Les Grecs de Russie et d'Amérique, qui n'avaient pas eu le temps matériel d'envoyer des délégués à Paris, avaient donné mandat pour les représenter à d'autres Grecs habitant la France et l'Angleterre.

RÉPONSES

Y. L. — A Marseille, pour un loyer de 800 francs qui n'est pas au nom d'un mobilisé, il n'y a aucun moratorium.

LA VIE CHÈRE

Les cours se maintiennent assez élevés sur presque toutes les denrées, aux Halles centrales, malgré la légère tendance à la baisse signalée hier.

VIANDE	Le kilo
Pot au feu	1,10 à 1,70
Aloyau entier	2,00 à 3,60
Veau entier	2,20 à 3,20
Epaule de veau	2,20 à 2,60
Mouton entier	1,60 à 3,20
Gigot	3,00 à 4,40
Ragoût de mouton	1,40 à 1,80
Porc entier	2,50 à 3,06

VOLAILLE	Le kilo
Poulet	3,60 à 4,50
Lapin	2,70 à »
Oie	2,30 à 2,50

POISSON	Le kilo
Cabillaud	1,25
Carlet moyen	1,75
Congre	1,75
Raie	1,50
Hareng français	le cent 15,00
Maquereau gros	— 30,00 à 50,00

LEGUMES		
Carottes	les 100 bottes	50,00 à 65,00
Navets	—	10,00 à 22,00
Poireaux	—	40,00 à 75,00
Choux, le cent		10,00 à 38,00
Pommes de terre, les 100 kil.		14,00 à 26,00
Pommes communes.	—	14,00 à 30,00

BEURRE	Le kilo
Cours moyen général	5,10

FROMAGE	
Camembert de Normandie	80,00 à 105,00

DERNIÈRES NOUVELLES

ACTE DE CONTRITION

Le conflit austro-allemand est aplani, dit-on. L'Allemagne présente aux États-Unis une proposition qui marque la componction de son cœur.

Elle paiera des indemnités pour les citoyens américains victimes du torpillage du Lusitania ; elle ne dit pas son chiffre et il n'a pas été établi de tarif maximum pour la vie des neutres : donc, prix à débattre. De plus l'Allemagne donne l'assurance que, dans la Méditerranée, ses sous-marins n'attaqueront plus les navires non-combattants sans crier gare assez fort pour qu'ils entendent. Dans la mer du Nord, elle accorde la même garantie aux paquebots, seuls navires qu'elle suppose susceptibles de véhiculer des Américains dans ces parages.

Une fois recopié au net, signé, accepté, cet engagement enrichira la collection des chiffons de papier d'un spécimen de plus. Si le chiffon de papier diplomatique appelé traité gagne en valeur autant que perd le chiffon de papier appelé billet de cent marks, l'Amérique aura vraiment une bonne écriture dans ses tiroirs, et rien n'empêchera plus M. Wilson le Conjugal de recommencer son voyage de noces.— ACHILLE PLISTA.

DÉPÊCHES PARTICULIÈRES de "l'Œuvre"

L'offensive autrichienne contre le Montenegro

Cettigné, 6 janvier. — *A la suite de l'arrivée de renforts importants, notamment de plusieurs régiments d'artillerie de montagne, les forces autrichiennes ont entrepris depuis trois jours une offensive générale contre les positions monténégrines.*

Bien que l'effort principal porte sur le front nord-ouest, le long d'une ligne Zagora-Typany-Tserovo-Zabliak, une très forte pression est également exercée par l'ennemi le long de l'ancienne frontière du sandjak de Novi-Bazar, où le général Koewess dispose d'une artillerie puissante. Tous les efforts des Autrichiens se sont brisés jusqu'ici contre la résistance acharnée des Monténégrins mais ceux-ci sont menacés d'être accablés sous le nombre.

Vers le mont Lovcen, les attaques autrichiennes se succèdent sans répit. Menées avec de gros effectifs et un mépris absolu des pertes, elles ont toutes échoué ; des troupes serbes coopèrent sur ce front avec les Monténégrins.

Le désarroi du gouvernement grec

Athènes, 8 janvier. — *Les conseils des ministres se succèdent depuis trois jours et le bruit court, dans les milieux d'habitude renseignés, que de profonds désaccords séparent les membres du gouvernement.*

La fermeté des Alliés a donné une force nouvelle aux courants qui, dans l'opinion aussi bien que dans l'armée, poussent à opposer un refus formel aux exigences des Empires du Centre et de leurs alliés. Plusieurs ministres, dit-on, se seraient absolument refusés à tolérer l'entrée des troupes bulgares ou turques sur le territoire grec.

Je suis en mesure de vous affirmer, en outre, que le général Dousmanis, ministre de la guerre, aurait été avisé par les commandants des unités cantonnées en Macédoine et en Thrace que les troupes sous leurs ordres marcheraient spontanément contre les Bulgares et les Turcs si ceux-ci passaient la frontière.

Ces nouvelles, jointes aux rapports qu'il a reçu des autorités de Salonique sur la puissance du camp retranché établi par les Alliés autour de la ville, auraient impressionné profondément le roi Constantin.

La situation sur le front de Macédoine

Athènes, 8 janvier. — *On télégraphie de Salonique que les préparatifs des Bulgares, sur le front Guevgueli-Doiran, continuent activement. Les reconnaissances effectuées par les aviateurs alliés ont fait découvrir de grosses concentrations nouvelles en arrière de Doiran.*

D'autre part, on signale des troupes turques en Thrace bulgare, au sud de Nevrekop.

L'offensive russe et l'émotion en Roumanie

Bucarest, 4 janvier (remise le 8). — *Tous les journaux consacrent de longs commentaires à la nouvelle offensive entreprise par les armées russes contre la Bukovine et le public commente avec un intérêt passionné les rares informations qui parviennent à ce sujet.*

Des télégrammes de Dorohoï (ville roumaine à trente kilomètres environ de Czernovitz) disent que le bruit de la canonnade est absolument terrifiant. Des milliers de Roumains, en dépit de la rigueur de la température, suivent, des hauteurs voisines de la frontière, le développement de la bataille qui ne cesse de grandir en intensité et en violence. Les troupes russes progressent irrésistiblement vers Czernovitz, dont les défenses avancées sont noyées sous le feu infernal des batteries russes.

Toute la population civile de Czernovitz qui a pu en obtenir l'autorisation a passé en Roumanie, où se sont également réfugiés de nombreux déserteurs autrichiens.

Les milieux politiques et militaires paraissent très impressionnés par la vigueur de l'offensive russe et par l'abondance des munitions dont disposent nos alliés. M. Bratiano, président du conseil, a eu hier un long entretien avec le roi Ferdinand, qui a reçu ensuite MM. Take Jonesco et Filipesco. Bien que rien n'ait transpiré au sujet de ces conversations, j'ai lieu de croire que les événements de Bukovine en ont fait l'objet exclusif.

AUTOUR DE SALONIQUE

Les avions allemands reparaissent

Salonique, 7 janvier. — Dans la matinée, un taube a été obligé, par la canonnade, d'atterrir dans nos lignes. L'appareil devait avoir son réservoir avarié, car une gerbe de flammes s'en élevait au moment où le taube tourna et s'abattit sur le sol.

Un autre aéroplane aurait été abattu ce matin également.

Le matin de la Noël grecque, les habitants de Salonique ont reçu la visite d'un taube qui lança des bombes sur le camp des Alliés, en dehors de la ville, sans causer de dégâts importants.

Le taube fut vivement bombardé par nos pièces, dont le tir paraît avoir été efficace, car un obus éclata à quelques mètres du taube, qui chancela, puis s'enfuit vers le nord.

Grande offensive contre le Montenegro

Le consulat du Monténégro transmet le communiqué officiel suivant, reçu le 8 janvier 1916 (matin) :

« Le 6 janvier, l'ennemi a entrepris un grand mouvement d'offensive, avec des effectifs considérables, sur notre front nord. Sur le fleuve Tara, il s'est étendu jusqu'à Rugovo.

« Du côté de Moikovatz, ainsi que dans la direction de Souhido-Berana-Rozai, les attaques ont été particulièrement furieuses, l'ennemi ayant engagé sur ce point vingt bataillons, appuyés de canons et mitrailleuses.

« Le combat, qui s'est poursuivi pendant la nuit, a causé de lourdes pertes aux Autrichiens ; les nôtres ont été sensibles.

« Nous avons maintenu la plupart de nos positions sauf les villages de Godocha, Goduevo et la gauche de Touriak, que l'ennemi a réussi à occuper.

« La lutte continue, très acharnée.

« Sur les autres fronts, fort duel d'artillerie. »

LA DESTRUCTION DE HASSKEUY

Athènes, 8 janvier. — Une personne digne de foi, arrivant de Constantinople, confirme que c'est à l'attaque d'un sous-marin allié qu'est due l'explosion de l'arsenal de Hasskeuy à Constantinople.

Il y a eu de nombreuses victimes, pour la plupart des Turcs, des Allemands, des Juifs et des Grecs.

L'explosion a été formidable ; elle a produit des dégâts dans toute la région environnante. Les bâtiments de la direction de l'arsenal sont complètement démolis.

La crise du socialisme allemand

« Une cravache pour chasser ces traîtres »

Genève, 8 janvier. — La circonscription électorale de M. Scheidemann, a voté une résolution approuvant l'attitude de la minorité sociale-démocrate dans la dernière séance du Reichstag. Ce vote est un désaveu formel de l'attitude de M. Scheidemann au sein du parti.

La *Chemnitzer Volkestimme* attaque sévèrement les députés de la majorité socialiste. Elle reproduit un pamphlet dirigé contre eux au sujet du voyage de MM. Scheidemann, David Edert et Schopflin en Belgique et dans le Nord de la France. Ce pamphlet dit que tandis que le prolétariat belge souffre sous la dictature la plus honteuse, les représentants socialistes de la démocratie allemande font un voyage de plaisir à travers ce malheureux pays en compagnie de ses oppresseurs ; et pendant ce temps-là, ceux qui ne veulent pas renier le socialisme sont poursuivis dans leur propre pays et mis au cachot.

La *Chemnitzer Volkestimme* ajoute : « N'y a-t-il pas un ouvrier en Allemagne pous conspuer ces misérables ? N'y a-t-il pas de cravache pour chasser de pareils traîtres ? Les prolétaires ont-ils si peu d'estime d'eux-mêmes qu'ils se laissent traiter seulement une heure de cette manière par leurs chefs ? »

COMMUNIQUE ANGLAIS

Front britannique en France

Londres, 7 janvier (21 heures). — Hier matin, dans les parages du chemin de fer de Lille à Armentières, nous avons repoussé les Allemands qui nous avaient attaqués à coups de grenades, sous la protection de leur artillerie.

Nous avons canonné aujourd'hui divers points des lignes ennemies, endommageant fortement les tranchées allemandes.

COMMUNIQUE BELGE

Duel d'artillerie habituel. La canonnade a été très vive dans le secteur de Steenstraete, où s'est développée également une lutte intense à coups de bombes.

ZEPPELIN AVARIE

Amsterdam, 8 janvier. — On apprend qu'un zeppelin qui survolait Namur a été forcé d'atterrir à cause de la tempête. Au cours de l'atterrissage, le zeppelin a touché des lignes télégraphiques et a été partiellement détruit. Deux hommes de l'équipage ont été tués. Le zeppelin a été ramené à Namur, où l'on tentera de le réparer. Le pilote a été arrêté.

TROIS BELGES CONDAMNES A MORT

Amsterdam, 8 janvier. — Les journaux annoncent que les Allemands ont condamné à mort trois Liégeois, sous la prévention d'espionnage. On assure qu'il n'y aurait pas de preuve des actes incriminés. La condamnation n'a pas encore été suivie d'effet ; on attend la ratification impériale du jugement. Le dossier de l'affaire reste en souffrance à Berlin à cause de la maladie de l'empereur.

Czartoryisk perdu et repris

Succès sur la Strypa et près de Czernowitz

Communiqué russe

Pétrograd, 8 janvier. — *Front ouest.* — Dans la région de Riga, à proximité de la Chaussée de Mitau, les Allemands ont dirigé de nouveau des gaz asphyxiants sur nos retranchements.

Des forces ennemies considérables ont engagé des contre-attaques et ont refoulé nos éléments de la bourgade de Czartoryisk, mais elle ont ensuite été délogées de ce point, nous abandonnant trois officiers et cinquante soldats prisonniers.

Des tentatives ultérieures de nos adversaires pour nous déloger de Czartoryisk ont échoué.

Dans la région du cours moyen de la Strypa, nos unités se sont emparées sur plusieurs points de quelques secteurs des positions adverses.

Ailleurs, elles se sont fortifiées au milieu des barrages de fil de fer en contact immédiat avec l'adversaire.

Dans cette région, nous avons capturé dix-sept officiers, plus de mille sodlats et plusieurs mitrailleuses.

Au nord-est de Czernovitz, l'ennemi a essayé d'enrayer notre offensive par des contre-attaques désespérées faites avec de grandes forces ; toutes ces contre-attaques ont été repoussées avec des pertes énormes pour l'ennemi.

Nos troupes ont pris dans cette région quatorze officiers, plus de trois cents soldats et deux mitrailleuses.

L'OFFENSIVE RUSSE

Lausanne, 8 janvier. — Le comte Reventlow écrit dans la *Deutsche Tages Zeitung* :

« L'offensive russe en Bessarabie est très bien préparée. Les Russes disposent de grandes réserves d'hommes et d'artillerie.

« Cette offensive a une grande importance, car, si elle réussissait, la Roumanie et la Grèce se rangeraient du côté de l'Entente. »

Les attentats allemands aux États-Unis

On ne saurait avoir oublié que des documents probants saisis sur des agents austro-allemands ont démontré que les ambassades des deux empires travaillent activement à paralyser la production industrielle américaine par l'incendie, les explosions, les grèves. L'inanité des moyens de défense opposés jusqu'ici à ces menées est mise en évidence par des faits nouveaux, non moins significatifs que les précédents.

Grève incendiaire

New-York, 8 janvier. — Les ouvriers des aciéries de East Youngtown, Etat de l'Ohio, s'étant mis en grève, de graves désordres se produisirent qui ont pris le caractère d'une véritable émeute.

Les grévistes s'étant emparés de 500 livres de poudre ont fait sauter plusieurs bâtiments après les avoir pillés et menacent de détruire les habitations.

Pour isoler les émeutiers et les empêcher de passer dans un autre quartier de la ville, la police a fait sauter un pont.

De nombreuses arrestations ont été opérées et l'on compte déjà trois morts et dix-neuf blessés.

Même guerre sous autre forme

Zurich, 8 janvier. — On mande de Berlin à la *Nouvelle Gazette de Zurich* qu'une fabrique d'armes a été fondée à Bridgeport (Etats-Unis), au capital de 50 millions de francs, sommes fournies par l'Allemagne. Le but de cette création est moins de fabriquer pour l'Allemagne que de contrecarrer la fourniture de munitions aux Alliés par l'industrie des Etats-Unis en accaparant dans les plus larges proportions possibles les matières premières et l'outillage nécessaires à la fabrication des obus, canons et fusils.

Et l'on discute encore !

Washington, 7 janvier. — Au cours de la séance de la Chambre, M. Gardner, représentant du Massachusets, a électrisé l'assemblée en se livrant à une attaque passionnée contre les Germano-Américains qu'il a accusés d'avoir détruit des fabriques de munitions aux Etats-Unis « à coups d'or et de dynamite. »

Le discours de M. Gardner a été suivi d'un vif échange de vues pendant lequel les défenseurs des Allemands se sont efforcés de faire entendre que la majorité des Germano-Américains ne sont pas complices des attentats.

LE CREDIT ALLEMAND

Christiania, 8 janvier. — Les capitalistes allemands qui, pour la plupart, ont déjà négocié leur portefeuille de valeurs scandinaves, essaient actuellement d'obtenir ici des crédits sur des titres allemands en les escomptant pour 50 0/0 de leur valeur. Mais les banques norvégiennes, en général, se refusent à ces opérations.

D'autre part, voici deux intéressants radiotélégrammes émis par New-York à destination de Berlin et Hambourg :

De Tuhkerton, New-York 7. 1. 16. 4 h. 5.

Destinataire : Commerz. Discontobank. Berlin.

« Impossible vendre marks. Acquéreurs manquent absolument. On offre à 74. — Signé : International City Bank. »

De New-York, 7. 1. 16. 4 h. 5.

Destinataire : Max Warburg, Ferdinandstrasse, Hamburg.

« Le mark est offert constamment et librement à 73 36, par Speyer et par l'Equitable ; nous pensons qu'ils agissent pour le compte de la Deutsche Bank. Le marché est complètement démoralisé, ce qui paralyse les achats de votre troisième emprunt. — Signé : L. Resing. »

Nos ciseaux

Intéressante proposition

Du *Petit Troyen* :

Nul ne contestera qu'à l'heure actuelle, par suite de l'état de guerre, le rôle des Banques et des Sociétés de crédit a énormément diminué. Les industriels et commerçants ne doivent compter que sur eux-mêmes et conserver précieusement leurs disponibilités afin de pouvoir faire face à leurs échéances et régler leurs acquisitions.

Il y a donc un nombre très élevé de commerçants qui auraient voulu et auraient pu participer pécuniairement à l'emprunt français, mais qui, par une prudence très respectable, ont dû y renoncer.

Comment faire passer dans les caisses de l'Etat une partie de ces capitaux flottants, qui ne reçoivent que des affectations temporaires, une partie de ces fonds de roulement qui doivent nécessairement rester à la disposition du commerce ?

Il y a là une grosse difficulté à résoudre, créée par l'opposition existant entre l'Etat emprunteur à long terme et le commerçant qui, ayant besoin de ses capitaux, ne peut les prêter qu'avec la certitude de les retrouver à première réquisition.

C'est cette difficulté que le capitaine Meurice, ancien directeur de la Banque de France à Châlons-sur-Marne et à Besançon, a résolue au moyen de l'innovation financière suivante, qu'il propose aux législateurs français de réaliser par une loi à voter d'urgence.

Puisque l'Etat a besoin d'argent, de beaucoup d'argent, pourquoi ne lui serait-il pas permis de verser par anticipation des sommes considérables à valoir sur les contributions à venir, des sommes pour lesquelles il paierait un intérêt annuel de 3,60 0/0, mais qu'il remplacerait dans la caisse des prêteurs par des Bons nationaux d'épargne cessibles à vue, comme les billets de banque, et pouvant acquérir dans les transactions une valeur libératoire.

L'Etat serait dans l'obligation de recevoir ces bons en paiement de tous impôts échus, de toutes amendes à lui dues, de toutes fournitures faites par lui (tabac, allumettes, timbres, etc.).

Mais ces bons, rapportant 3,60, seraient naturellement conservés en caisse par leurs porteurs, de préférence aux billets de banque, qui ne donnent aucun intérêt, leur rentrée dans les caisses du Trésor serait donc, en fait, très tardive.

Ces bons, émis à 100 francs, rapporteraient 1 centime par jour, soit 0 fr. 30 par mois, 3 fr. 60 par an, et vaudraient 100 fr. 05 le 5, 100 fr. 10 le 10, 100 fr. 30 le dernier jour du mois.

Ils seraient munis de coupons de 0 fr. 30 qui, en fin de mois, serviraient de monnaie d'appoint et permettraient d'acquérir tout ce que fournit l'Etat (timbres, tabac, etc.).

Dans les tranchées allemandes

Du *Berliner Tageblatt*, sous la signature du major Morath :

Je ne décrirai pas dans le détail tout ce que le corps doit endurer sans que le cœur cesse d'être ferme. Mais afin que ces souffrances et ces privations ne soient pas estimées trop bas à l'intérieur, je ne puis qu'estimer justifié le vœu souvent exprimé : qu'on ne se laisse pas tromper par les belles images que les journaux reproduisent comme venant du front. Après le mauvais temps du mois de décembre, nos abris ne ressemblent pas à d'accueillantes huttes alpestres et nos tranchées à des banquettes rembourrées. Il faut lutter nuit et jour contre les éléments pour arriver à vivre de cette vie de caverne. Sans doute, il est sur le front des endroits où le climat et le terrain sont plus favorables, mais il y en a bien peu. A l'ouest et à l'est, comme dans les Alpes et sur l'Isonzo, les hommes doivent faire preuve d'une endurance que jamais n'a exigée aucune campagne d'hiver.

Où en est l'Allemagne

Du *Times* :

La situation militaire de l'Allemagne, en dépit de ses succès sur terre, n'est pas brillante. Sur les 9.000.000 d'hommes environ en âge de servir, que l'on supposait être le total mobilisable au début de la guerre, elle a probablement perdu 3.500.000 tués, gravement blessés, prisonniers et malades. Elle a approximativement 3.000.000 d'hommes sur ses deux fronts, avec les deux tiers sur le front occidental ; elle peut donc avoir le reliquat, 2.500.000 hommes, sur les lignes de communication, dans les garnisons, sur les côtes et à l'intérieur... Elle a supporté depuis le commencement de la guerre une perte moyenne de 200.000 hommes par mois, et c'est probablement la perte en hommes qui l'affecte le plus. Si la guerre garde dans l'avenir le même caractère, l'Allemagne, à une certaine date, entre mai et octobre, sera incapable de maintenir ses effectifs sur le front avec des hommes en âge de servir ; elle est donc obligée, avant cette date qui lui est connue, de chercher la décision sur un front ou sur l'autre.

CORRUPTION de non-fonctionnaires

Le soldat Moïse-Léonce Lyon, bien qu'ancien clerc de notaire, se sentit soudain, deux mois après son incorporation, des qualités spéciales pour la métallurgie. Il se fit admettre dans l'usine de M. Royer. Mais *minuter* et *fraiser* sont deux et et on le mit très vite à la porte.

Moïse Lyon voulut attendrir son patron par des offres successives d'achat, puis de location de son usine, puis d'avance de fonds. Il alla jusqu'à offrir un bijou à Mme Royer. Il fut éconduit sans égards et dénoncé à la justice.

A l'audience du troisième conseil de guerre où Lyon comparaissait, hier, pour tentative de corruption, son avocat a invoqué la jurisprudence de la Cour de cassation, celle-là même que nous discutions ici cette semaine. Il a soutenu que l'art. 179 du Code pénal qui punit la corruption, n'a pas été modifié par la loi de 1889 et ne s'applique strictement qu'à la corruption d'un fonctionnaire et point à celle d'un simple particulier.

Le conseil de guerre a rejeté les conclusions de la défense en déclarant que « ce serait une atteinte flagrante portée au bon sens de penser que la loi en étendant, par l'article 177, la qualité et le nombre des personnes soumises au dit article aurait soustrait à toute poursuite les corrupteurs de ces personnes ; que, du reste, les travaux préparatoires de la loi du 4 juillet 1889 confirment l'opinion contraire ».

Et Moïse Lyon s'est vu frapper de six mois de prison et 300 francs d'amende.

Cet arrêt est contraire à la dernière jurisprudence de la Cour suprême, mais conforme à l'avant-dernière.

Le général Sarrail promu grand'croix

Le général Sarrail, commandant en chef du corps expéditionnaire d'Orient, vient d'être nommé grand'croix de la Légion d'honneur.

Le général Bailloud reçoit la médaille militaire.

En outre, le gouvernement a attribué au général Mahon, commandant les troupes anglaises à Salonique, la distinction de grand-officier de la Légion d'honneur.

Sur la proposition du ministre de la marine, le vice-amiral Dartige du Fournet, commandant en chef l'armée navale, et le vice-amiral Gauchet, commandant l'escadre détachée en Orient, sont nommés grands-officiers de la Légion d'honneur.

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le *Journal Officiel* publie ce matin :

Agriculture : Arrêté modifiant celui du 18 janvier 1898 et autorisant l'importation en France et le transit des animaux des espèces bovine, ovine et caprine provenant de Suisse.

Arrêté modifiant celui du 20 juillet 1911 et autorisant l'importation en France et le transit des animaux de l'espèce bovine provenant des îles anglo-normandes.

Arrêté complétant celui du 10 juin 1909 et prohibant l'importation en France et le transit des viandes d'animaux des espèces chevaline, asine et leurs croisements, fraîches, salées ou conservées par un procédé frigorifique.

Un 155 long dans la Marne

Vers 2 heures de l'après-midi, hier, un tracteur automobile du 7e d'artillerie lourde, 9e batterie, a passé par-dessus le parapet du pont de Champigny, entraînant dans sa chute un 155 long, qui est tombé dans la Marne.

La surabondance des matières nous oblige à retarder d'un jour la suite de notre roman :

LA POILUE

COURRIER DES THÉATRES

Aujoud'hui, dimanche 9 janvier, à 3 heures, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, 13e matinée nationale, avec le concours de : Mlles Berthe Cerny et Renée du Minil, de la Comédie-Française ; Mme Marguerite Carré, de l'Opéra-Comique ; MM. A. Brun, Carembat, A. Tracol, G. Willaume, Henri Rabaud et de l'orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire.

Allocution de M. E. Herriot, sénateur, maire de Lyon.

Première audition en France du *Carillon*, du grand compositeur anglais sir Edward Elgar, adaptation symphonique d'un poème de Cammaerts, qui sera dit par Mme Vandervelde, femme du célèbre ministre d'Etat belge.

—×—

Cet après-midi :

Opéra, 2 h. 30, *Cortège funèbre, les Virtuozi de Mazarin, Rigoletto* (troisième acte), *la Favorite* (quatrième acte) ; Opéra-Comique, à 1 h. 30, *Paillasse* ; Comédie-Française, à 1 h. 30, *le Duel, le Jeu de l'Amour et du Hasard* ; Odéon, 2 h., *l'Espionne* ; Trianon-Lyrique, à 2 h. 15, *la Poupée* ; 3 h., Concerts Rouge.

Même spectacle que le soir : à 1 h. 45, au théâtre de la Porte-Saint-Martin ; à 2 h., au Châtelet et à l'Apollo ; à 2 h. 15, aux Bouffes-Parisiens, chez Réjane et à Cluny ; à 2 h. 30, à la Gaîté-Lyrique, au Vaudeville, au théâtre Antoine, à l'Athénée, à la Renaissance, au théâtre Sarah Bernhardt, aux Capucines, aux théâtres Michel et Albert Ier, à Déjazet, dans les music-halls, cafés-concerts et cirques ; à 3 heures, au Grand-Guignol.

Ce soir :

Opéra-Comique, 8 h., *la Vie de Bohème* ; Comédie-Française, 8 h., *Primerose*, Odéon, 8 h., *l'Espionne* ; Gaîté, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?* ; théâtre Antoine, 8 h. 15, *La Belle Aventure* ; Apollo, 8 h. 15, *La Cocarde de Mimi Pinson*, Renaissance, 8 h. 30, *La Puce à l'oreille* ; Châtelet, 7 h. 55, *les Exploits d'une petite Française* ; Palais-Royal, 8 h. 30, *Il faut l'avoir* ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, *Kit* ; Porte Saint-Martin, 7 h. 45, *Cyrano de Bergerac* ; Nouvel-Ambigu, 8 h. 10, *Sherlock Holmès* ; Variétés, 8 h. 30, *Mademoiselle Josette ma femme* ; théâtre Réjane, 8 h. 30, *Madame Sans-Gêne* ; théâtre Sarah Bernhardt, 8 h., *l'Aiglon* ; Gymnase, 8 h. 45, *les Deux Vestales* ; Capucines, 8 h. 15, *En franchise*, *Oh ! Pardon* ; Vaudeville, 8 h. 15, *Cabiria* ; Cluny, 8 h. 30, *les Femmes collantes* ; Trianon-Lyrique, 8 h. 45, *Le songe d'une nuit d'été* ; Déjazet, 8 h. 45, *Les Fiancés de Rosalie* ; Grand-Guignol, 8 h. 45, *Le Mystère de la Main noire* ; Folies-Bergère, 8 h. 30, *Jusqu'au bout* ; Scala, 8 h. 30, *Taisez-vous, méfiez-vous !* ; Cigale, 8 h. 30, *La Perle de Séville* ; Olympia, 8 h. 30, *Pierrot's Christmas* ; Concert Mayol, 8 h. 30, *Madame Bou-Dou Ba-Da Bouh !* ; Alhambra, 8 heures 30, attractions ; Eldorado, 8 h. 15, *Ponchu, roi des dentistes* ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *Un Bouchon* ; Gaîté Rochechouart, 8 h. 30, *C'est Mimi* ; Nouveau-Cirque, 8 h. 30, *Antonio Toréador* ; aux Quat'Z'Arts, *La Marche à l'Etoile* ; au Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cabigi, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ARCEAU, directeur.